

Liban : cent ans de sujétion

mardi 15 décembre 2020, par [ACHCAR Gilbert](#) (Date de rédaction antérieure : 28 novembre 2020).

Créé dans ses frontières actuelles par la France en 1920 puis devenu indépendant en 1943, le Liban n'a que rarement été capable de prendre seul son destin en main. Aux ingérences des grandes puissances se sont ajoutées celles des pays voisins, notamment Israël et la Syrie. Ces immixtions récurrentes ont sans cesse exacerbé les lignes de fracture politiques et confessionnelles qui minent le pays du Cèdre.

Le caractère inédit de l'événement a suscité bien peu de commentaires : il est cependant très singulier qu'un pays autrefois soumis à un joug colonial célèbre en grande pompe, non pas le centenaire de son indépendance, mais celui de sa création dans ses frontières actuelles par la puissance coloniale, et qu'il le célèbre — qui plus est — en présence du chef de l'ex-État « mandataire », venu officier comme si la tutelle coloniale était encore en vigueur.

C'est pourtant bien ce qui est arrivé au Liban le 1^{er} septembre 2020 : la classe dirigeante locale célébra le centenaire de la création par la puissance coloniale française de l'« État du Grand Liban ». Accablée par une crise gravissime tant économique que politique, portée à son comble par la terrible explosion au port de Beyrouth, le 4 août (plus de 200 morts, 6 500 blessés), la population libanaise, quant à elle, n'était pas d'humeur festive. La cérémonie se limita aux membres de la classe dirigeante, que le président français Emmanuel Macron admonesta à la façon d'un maître d'école, leur assignant un travail à accomplir dans un délai de deux semaines : la formation d'un nouveau gouvernement au goût de Paris.

Ce retour spectaculaire du passé colonial s'inscrit en fait dans une longue histoire de sujétion inhérente à la constitution même de l'État libanais créé par la France en 1920. S'étant emparée de la Syrie et du Liban en vertu des accords conclus avec les Britanniques durant la première guerre mondiale pour le dépeçage des derniers territoires arabophones de l'ex-Empire ottoman, l'autorité coloniale française s'inspira du vieil adage romain : *divide et impera* (« diviser pour régner »). Du territoire soumis à son contrôle, elle créa quatre « États » : outre l'État du Grand Liban, un État d'Alep, un État de Damas, ainsi qu'un État des Alaouites. L'année suivante, un État des Druzes vit aussi le jour.

La très laïque III^e République française créait ainsi trois États pour minorités confessionnelles un Grand Liban découpé de sorte qu'il soit le plus étendu possible tout en conservant une majorité chrétienne, un territoire pour les druzes et un autre pour les alaouites et divisait le reste du territoire syrien à majorité musulmane sunnite en deux « États » régionaux centrés autour des deux grandes villes du pays. Lorsque la population syrienne obtint la réunification du territoire dans le cadre de la République syrienne en 1930, la puissance mandataire française lui imposa un système politique fondé sur la représentation confessionnelle, dont les Syriens se débarrassèrent à la première occasion.

La République libanaise resta cependant ancrée dans ce type de système, qui succédait à la répartition confessionnelle des sièges au Conseil administratif du Moutassarifat du Mont-Liban. Cette entité politique avait été créée au sein de l'Empire ottoman sous l'égide des puissances

européennes, à la suite d'affrontements confessionnels entre druzes et chrétiens du Mont-Liban qui atteignirent leur paroxysme en 1860, entraînant le débarquement de troupes françaises dépêchées par Napoléon III. S'étant érigée depuis le XIX^e siècle en protectrice des maronites libanais, d'obédience catholique, la France comptait sur la pérennité de cette tutelle pour garantir que l'État libanais resterait son client.

Londres profitera cependant de l'affaiblissement de l'État français au cours de la seconde guerre mondiale pour soutenir les poussées indépendantistes en Syrie et au Liban. Elle força son allié français, la France libre, à concéder l'indépendance au Liban en 1943. La République libanaise naquit ainsi sous le signe d'une double dualité : celle d'un pouvoir réparti entre chrétiens et musulmans et celle des tutelles française et britannique, cette dernière ayant acquis le dessus. Le premier président du Liban indépendant, Béchara El-Khoury (1943-1952), ainsi que les membres du premier gouvernement du Liban indépendant avaient été incarcérés par les autorités françaises, puis libérés sous pression britannique. Le président suivant, Camille Chamoun (1952-1958), avait été premier ambassadeur du Liban à Londres jusqu'en 1946.

Toutefois, l'avortement par Washington et Moscou de l'expédition tripartite — britannique, française et israélienne — contre l'Égypte en 1956, en réaction à la nationalisation par Gamal Abdel Nasser du canal de Suez, allait inaugurer l'ère de l'hégémonie américaine au Proche-Orient, seule à même de faire pièce à l'influence soviétique croissante dans la région. C'est ainsi que, lorsque le Liban devint pour un temps, en 1958, le terrain d'affrontements entre partisans du panarabisme nassérien et du camp pro-occidental mené par Chamoun, les marines américains débarquèrent au Liban.

La crise se solda par un compromis autour de la présidence du chef de l'armée, le général Fouad Chéhab (1958-1964), resté avec ses troupes au-dessus de la mêlée. Il établira un régime réformiste dans lequel le deuxième bureau de l'armée libanaise jouera un rôle-clé, sous double patronage américain et égyptien. En affaiblissant considérablement l'Égypte, la guerre israélo-arabe de juin 1967 allait entraîner la fin du régime chéhabiste [1], que le développement des organisations armées palestiniennes au Liban achèverait de déséquilibrer. L'influence accrue de Washington aboutit au déclenchement en 1975, par ses alliés de la droite chrétienne le parti des Phalanges, d'inspiration fasciste, fondé en 1936 par Pierre Gemayel, de la guerre du Liban, dans le but d'écraser l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), comme le fit la monarchie jordanienne en 1970 [2].

Durant les quinze années de la guerre du Liban (1975-1990) alternance de périodes de guerre et de trêve, le pays fut à nouveau le théâtre de conflits internationaux. Lorsque les forces palestiniennes et leurs alliés libanais eurent le dessus en 1976, le régime syrien de Hafez Al-Assad sollicita un feu vert des États-Unis et d'Israël pour secourir la droite chrétienne. De féroces combats s'ensuivirent, qui débouchèrent sur un compromis conclu à Riyad, en octobre. Le royaume saoudien tentait alors de calmer le jeu en coopération avec Damas.

La victoire électorale du Likoud (droite) en Israël, au printemps 1977, sous la houlette de Menahem Begin (premier ministre de 1977 à 1983), convainquit le successeur de Nasser, Anouar Al-Sadate, de se lancer dans l'aventure d'une paix séparée avec Israël, sous la bénédiction de Washington. Cela mit fin à l'entente entre Syriens, Saoudiens et Américains ; la collaboration entre la droite chrétienne libanaise et les forces syriennes se mua en hostilité puis en affrontements. Damas autorisa alors l'OLP à reprendre ses activités au Liban sud, ce qui y entraîna une première incursion militaire israélienne en mars 1978.

En juin 1982, Begin et son bras droit, le général Ariel Sharon, alors ministre de la défense (1981-1983), lancèrent l'invasion de la moitié du Liban jusqu'à la capitale Beyrouth, dans le but d'en expulser l'OLP. Les troupes de Sharon imposèrent l'élection à la présidence, par une majorité du

Parlement libanais, de leur principal allié local, Béchir Gemayel, chef des Forces libanaises (FL), émanation du parti des Phalanges devenue autonome sous la direction du fils Gemayel. Celui-ci fut assassiné avant même son investiture : Damas fut soupçonné d'avoir commandité l'attentat.

L'occupation israélienne de Beyrouth s'acheva en revers pour deux raisons : le scandale suscité par l'effroyable massacre des Palestiniens désarmés des camps de réfugiés de Sabra et Chatila par les hommes de Béchir Gemayel (*lire « Sabra et Chatila, retour sur un massacre »*), réagissant à la mort de leur chef avec la complicité des troupes de Sharon, et le début des opérations de résistance contre ces dernières. Béchir fut remplacé à la présidence par son frère aîné, Amine, resté fidèle au parti de son père. La tutelle directe qu'Israël avait souhaité exercer sur l'État libanais céda la place à une prise en main par Washington de M. Amine Gemayel.

Ce dernier conclut un accord de paix avec Israël en mai 1983, provoquant l'ire de Damas, dont les troupes étaient restées déployées dans l'est et le nord du pays. Un nouveau chapitre de la guerre du Liban opposant les forces musulmanes, chiites et druzes, soutenues par Damas, à M. Gemayel, son armée et les milices de son parti, porta la crise du pays à un nouveau paroxysme. Finalement, l'accord de paix fut abrogé. La présidence de M. Gemayel s'acheva en débâcle. Ayant atteint la fin de son mandat en 1988 dans des conditions d'impasse politique, il transmit la présidence au chef de l'armée, le général Michel Aoun.

Ce dernier déclara en mars 1989 une « guerre de libération » donquichottesque contre les forces syriennes. Entre-temps, le royaume saoudien et son homme de confiance libanais Rafic Hariri agissaient pour l'élaboration d'un compromis politico-constitutionnel mettant fin à la guerre du Liban, avec l'accord de Damas et de Washington. Cet accord fut approuvé le 22 octobre 1989 à Taëf, en Arabie saoudite, par ce qui restait des membres du Parlement libanais élu en 1972. Il rééquilibra les institutions dans le sens de la parité entre musulmans et chrétiens, à la place de l'ancienne majorité de six députés contre cinq dont jouissaient les chrétiens vis-à-vis des musulmans. Il renforça également le rôle du premier ministre, traditionnellement musulman sunnite, au sein du pouvoir exécutif.

Début de l'ère de la reconstruction

Sentant le vent tourner du fait de l'agonie de l'Union soviétique, avec laquelle il avait conclu en 1980 un traité stratégique, Assad avait de nouveau tourné casaque. Il alla jusqu'à participer à la coalition menée par les États-Unis contre l'Irak à la suite de l'invasion du Koweït par ce dernier en août 1990. Ce repositionnement syrien dans le camp occidental durant le conflit du Golfe scella le sort de M. Aoun, qui abandonna la partie et se réfugia à l'ambassade de France, avant de se rendre dans l'Hexagone en exil.

Ce fut le dernier épisode de la guerre des quinze ans. Le Liban renaissait de ses cendres, cette fois sous tutelle conjointe de Damas, Riyad et Washington. L'ère de la reconstruction commença. Des élections furent organisées en 1992, et Rafic Hariri, dorénavant figure centrale de l'État libanais, devint premier ministre. À l'exception d'un intermède de deux ans, il gouvernera en étroite collaboration avec le fondé de pouvoir du régime syrien, le général Ghazi Kanaan, chef des renseignements syriens au Liban et véritable homme fort du pays.

Depuis l'indépendance, l'économie libanaise s'était axée sur les services — en particulier le secteur financier — dans le cadre d'un capitalisme sauvage avec un secret bancaire et une fiscalité dérisoire qui firent du pays un paradis fiscal. Dans le contexte mondial néolibéral des années 1990, la reconstruction allait aggraver ces mêmes caractéristiques. S'y ajouta la mise en coupes réglées du Liban par la caste dirigeante syrienne, qui utilisa également le pays pour le blanchiment de fonds provenant de toutes sortes de trafics.

Cette situation prit fin, à nouveau avec la détérioration des rapports entre Washington et Damas, due cette fois-ci à la détermination de l'administration de M. George W. Bush à envahir l'Irak en mars 2003. Alors que le pouvoir syrien pouvait soutenir une guerre visant à déloger du Koweït son frère ennemi, le régime de Saddam Hussein, il ne pouvait accepter l'occupation du pays visant à remplacer la dictature baasiste par une démocratie électorale sous contrôle américain. Les rapports entre Damas, d'une part, et Washington et Riyad, de l'autre, tournèrent vite au vinaigre, d'autant que la Syrie facilita le transfert de djihadistes sunnites en Irak.

Hariri démissionna du poste de premier ministre en octobre 2004 ; le mois précédent, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) avait adopté (avec abstention de Moscou et de Pékin) la résolution 1559 appelant au retrait des forces étrangères du Liban c'est-à-dire les forces syriennes, puisque les troupes israéliennes avaient achevé leur retrait en mai 2000 et au désarmement des milices c'est-à-dire le Hezbollah. Hariri sera assassiné en février 2005 dans un attentat spectaculaire, dont la responsabilité fut attribuée à cette dernière organisation ainsi qu'au régime syrien [3].

Fondé dans la foulée de l'invasion israélienne de 1982 sous l'égide des gardiens de la révolution islamique iraniens, le Hezbollah (Parti de Dieu), officiellement proclamé en 1985, s'était fixé pour objectif de chasser les Israéliens et de conquérir l'hégémonie parmi les chiites libanais, notamment en monopolisant la résistance armée à l'occupation. Il s'en prit à cette fin au parti communiste libanais, dont les deux intellectuels d'ascendance chiite les plus connus furent assassinés. Il affronta par ailleurs l'organisation confessionnaliste chiite rivale, le mouvement Amal, étroitement lié au régime syrien, avant de parvenir à une entente avec lui.

L'assassinat de Hariri déclencha une énorme vague de protestation populaire qui força Damas à retirer ses troupes. Les alliés du régime syrien, menés par le tandem confessionnel chiite, mobilisèrent leurs partisans en riposte. Le Liban se trouvait de nouveau scindé en deux camps. Toutefois, le clivage confessionnel opposait dorénavant musulmans sunnites et chiites, sur fond de tensions régionales croissantes attisées par la rivalité entre Riyad et Téhéran. La droite chrétienne, elle aussi, ne tarda pas à se scinder. Par une extraordinaire volte-face, M. Aoun, rentré d'exil en mai 2005 après le départ des troupes syriennes, conclut en février 2006 un accord avec le Hezbollah, devenant ainsi l'allié de ce dernier et de Damas, sachant que l'autre camp ne soutenait pas son ambition présidentielle.

L'échec de l'assaut lancé par Israël contre le Hezbollah en juillet-août 2006 allait considérablement renforcer le poids de ce parti. En mai 2008, il déploya ses miliciens pour la première fois à Beyrouth afin de dissuader ses adversaires libanais de porter atteinte à son réseau de télécommunications et de remettre en cause son contrôle de l'aéroport. Le Liban continua à être gouverné bon an, mal an, par une coalition de raison entre les deux camps, sur fond d'équilibre précaire entre influences syro-iranienne et saoudo-américaine. La guerre de Syrie, enclenchée à l'automne 2011 après le soulèvement populaire du printemps, allait grandement réduire le rôle de Damas au profit de Téhéran, le régime syrien étant devenu lui-même tributaire, à partir de 2013, du soutien de l'Iran et de ses auxiliaires régionaux, Hezbollah compris. L'élection de M. Aoun à la présidence de la République, en octobre 2016, confirma la prépondérance de l'alliance qu'il avait conclue avec le tandem chiite.

Les rapports entre Téhéran et Washington sous la présidence de M. Barack Obama étaient de nature à faciliter la collaboration entre leurs alliés libanais, la priorité de M. Obama étant l'accord sur le nucléaire iranien, conclu en juillet 2015. Toutefois, l'accalmie ne dura pas : l'arrivée de M. Donald Trump à la Maison Blanche en 2017 se traduisit par un changement de cap radical concernant l'Iran. Riyad fut encouragé à durcir encore plus le ton contre Téhéran. C'est dans ce contexte que le prince héritier saoudien séquestra, en novembre 2017, M. Saad Hariri, fils de Rafic et premier

ministre dans le sillage de son père, pour le forcer à cesser de coopérer avec le Hezbollah. L'intervention de M. Macron fit échouer cette tentative, ce qui permit à M. Hariri de continuer à diriger un gouvernement auquel participait le Hezbollah.

L'arrêt du soutien saoudien allait cependant précipiter la faillite financière du gouvernement libanais et du secteur bancaire. Au cours des trois décennies écoulées depuis 1990, un régime financier hautement spéculatif s'était mis en place, entretenu par l'apport constant de fonds extérieurs. Il permit l'enrichissement d'une classe dirigeante formée par les cercles politiques dominants et leurs acolytes du secteur bancaire, sous la supervision de M. Riad Salamé, gouverneur de la banque centrale, en poste depuis août 1993. Ce régime spéculatif, dont une partie centrale relève d'un système de Ponzi ayant contribué au gonflement de la dette extérieure (92 milliards de dollars, soit 170 % du produit intérieur brut, PIB), finit par se gripper en 2019.

Le soulèvement populaire du 17 octobre 2019 fut déclenché par la tentative du gouvernement d'introduire une taxation sur les communications électroniques. M. Hariri dut démissionner. En janvier 2020, l'alliance tripartite forma un gouvernement sous sa domination exclusive, dirigé par M. Hassan Diab. L'explosion du 4 août dans le port de Beyrouth scella son sort. La formidable indignation que la catastrophe suscita ranima une contestation populaire que la pandémie avait dégonflée. La pression s'accrut de plus belle pour les deux revendications principales du mouvement : un gouvernement indépendant de toutes les composantes de la classe dirigeante et des élections sur la base d'une nouvelle loi électorale ne favorisant pas la reproduction du système politique en vigueur.

Quelques députés démissionnèrent pour soutenir les demandes du peuple libanais. M. Diab lui-même appela à de nouvelles élections en présentant sa démission. Arrivé le 6 août à Beyrouth, où il s'offrit le plaisir d'un bain de foule, M. Macron créa brièvement l'espoir qu'il apportait un soutien international aux revendications du mouvement populaire. Celui-ci déçanta bien vite : le président français ne visait qu'au replâtrage de la coalition qui avait gouverné le pays jusqu'en 2019. Sa démarche s'inscrivait dans le rôle de médiateur entre Washington et Téhéran qu'il s'est octroyé depuis l'arrivée de M. Trump au pouvoir.

Revenu pour le centenaire de l'« État du Grand Liban », M. Macron, qui avait adoubé auparavant M. Moustapha Adib, éphémère premier ministre, fixa un cahier des charges aux responsables libanais. Ceux-ci firent mine d'y acquiescer, mais ne le respectèrent pas, ce qui entraîna la démission du candidat de l'Élysée. Le président français ne s'était pas rendu compte que, pour la classe dirigeante du pays du Cèdre, divisée entre allégeance à Riyad-Washington et allégeance à Téhéran, il ne s'agissait que de meubler le temps jusqu'à l'élection présidentielle américaine, qui déterminera l'évolution des rapports entre les véritables suzerains du Liban.

Gilbert Achcar

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Gilbert Achcar, Le Monde diplomatique, Manières de voir, novembre 2020

<http://alter.quebec/liban-cent-ans-de-sujetion/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : [plateformealtermondialiste gmail.com](mailto:plateformealtermondialiste@gmail.com)

Notes

[1] Chéhab avait refusé un second mandat de six ans ; son successeur, Charles Hélou (1964-1970), était l'homme ligue des renseignements militaires libanais.

[2] Lire Alain Gresh, « Mémoire d'un septembre noir », *Le Monde diplomatique*, septembre 2020.

[3] Le 18 août 2020, après quinze années de procédure, le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) jugera coupable un membre du Hezbollah (M. Salim Ayyache) et en relaxera trois autres, faute de preuves (MM. Hassan Merhi, Hussein Oneissi et Assad Sabra). Le TSL déclarera, par ailleurs, l'absence de preuves permettant d'établir un lien direct entre l'attentat et la Syrie ou la direction du Hezbollah.